Colloque NOUVEAUX DYNAMISMES INDUSTRIELS ET ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT (Grenoble, 20-21 Octobre 1994)

La Banque Mondiale et le développement économique des nouveaux pays industriels asiatiques: une analyse critique

Pablo BUSTELO
Professeur à l'Université Complutense de Madrid
Directeur d'Etudes Economiques
Institut Complutense sur l'Asie

Departamento de Economía Aplicada I
Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales
Universidad Complutense de Madrid
Campus de Somosaguas
28223 Madrid (Espagne)
Tel.: (1) 394.24.72
Fax: (1) 394.23.35

Instituto Complutense de Asia
Universidad Complutense de Madrid
Campus de Somosaguas
28223 Madrid (Espagne)
Tel.: (1) 394.24.91
Fax (1) 394.24.88

Résumé: le succès indéniable des NPI asiatiques a fait l'objet de deux interprétations successives par la Banque Mondiale. D'abord, dans les années 80 la Banque s'est rapprochée de la "nouvelle" orthodoxie néoclassique (Balassa, Krueger, ...) et donc des thèses néolibérales. Dans les années 90, et surtout à partir de la publication du <u>Rapport sur le développement dans le monde 1991</u> et de l'étude <u>Le miracle de l'Asie orientale</u> (1993), la Banque a commencé à défendre une approche fondée sur une intervention étatique favorable au fonctionnement du marché (<u>market-friendly intervention</u>), ce qui aurait abouti à un nouveau "consensus" sur le développement.

Dans le cadre de cette communication, on s'attache à mettre en évidence, en traitant particulièrement de la Corée du Sud et de Taïwan: (1) les raisons qui expliquent la "contre-révolution" néoclassique des années 80 ainsi que ses limites principales; (2) les facteurs de l'apparition de l'approche favorable au marché des années 90 et (3) les limites de cette nouvelle thèse, en ce qui concerne ses liens étroits - mais non reconnus - avec l'orthodoxie néoclassique précédente et l'absence de fondement empirique de cette interprétation dans le cas des NPI asiatiques.

1. **Introduction**

Pendant les deux dernières décennies les thèses officielles de la Banque Mondiale sur le développement économique du Tiers Monde ont connu deux points d'inflexion. Vers la fin des années 70, la Banque Mondiale a abandonné son approche "sociale" (fondée sur la lutte contre la pauvreté, notamment lors de la première présidence de R. S. McNamara) et s'est mise à la tête de la contre-révolution néoclassique dans les études du développement, une involution théorique de type néolibéral: toutes les solutions passaient par le retrait drastique de l'Etat. Plus récemment (fin des années 80), la Banque a de nouveau "changé" d'avis: elle a commencé à défendre une approche "favorable au marché" (market-friendly approach), selon laquelle l'Etat devrait intervenir pour appuyer le fonctionnement du marché, une thèse bien sûr moins libérale que la précédante mais presque aussi discutable, malgré son aspiration à être le résultat d'un "consensus" bien répandu.

Cette communication s'attache à mettre en évidence les contenus, les causes et les limites principales de ces deux approches successives. Plus particulièrement, on essait de montrer que le nouveau "consensus" sur le développpement est beaucoup plus apparent que réel. D'une part, il n'a pas supposé un changement de paradigme par rapport à l'orthodoxie des années 80, ce qui a fait que de nombreux économistes soient ouvertement critiques à son égard. D'autre part, la "nouvelle" thèse de la Banque Mondiale est soumise à de fortes discussions portant aussi sur son interprétation du succès de certaines économies asiatiques, dont l'expérience confirmerait, selon un rapport de 1993, le bien-fondé de l'approche "favorable au marché".

2. **La contre-révolution néoclassique des années 80**

Dès le début des années 80 les thèses d'importants économistes néoclassiques (Béla Balassa, Anne O. Krueger, Deepak Lal, Ian Little, etc.) sont devenues la nouvelle orthodoxie sur le développement [**TOYE, 1987**]. Les Rapports annuels de la Banque Mondiale (notamment ceux de 1983 et 1987) ont recueuilli les théories principales de la contre-révolution néoclassique (CRN):

a) l'idée de l'efficacité du marché comme méchanisme d'allocation des resources, liée à la critique aux distortions (les coûts nets en matière de bien-être) provoquées par l'intervention de l'Etat dans l'activité économique: le marché, même imparfait, serait beaucoup plus efficace que des gouvernements corrompus ou incompétents;

b) l'importance des avantages rapportés par une participation étroite au commerce international, selon un régime commercial libéral et un système neutre d'incentivations, une idée qui est née des critiques à l'industrialisation par substitution d'importations (ISI), stratégie qui provoquait notamment un biais défavorable aux exportations.

Les facteurs principaux de l'apparition de la CRN peuvent être résumés de la façon suivante [**BUSTELO, 1994a**]: réduction de l'influence du Tiers Monde dans l'économie internationale, suite à la chute des cours des produits primaires; crise de la théorie économique keynésienne, confrontée à une récession d'offre; arrivée de partis conservateurs au pouvoir (Thatcher, Reagan, Kohl, ...), ce qui a modifié les attitudes des dirigeants du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale; crise de la dette du Tiers Monde, ce qui a obligé de nombreux pays (surtout de l'Amérique Latine) à s'approcher de ces deux institutions; difficultés trouvées par les modèles étatiques de développement de l'industrie lourde (Algérie, Inde, Irak, etc..) et succès du mouvement vers le marché de la Chine; réaction théorique contre l'optimisme de l'economie traditionnelle du développement et contre le catastrophisme des analyses radicales, comme conséquence de la perpétuation des pays moins avancés (PMA) et de l'irruption des nouveaux pays industriels (NPI); finalement, l'interprétation arbitraire de la réussite des NPI asiatiques, que des economistes néoclassiques (surtout Lal ou Little, mais aussi Balassa, Krueger ou Westphal[1]), ont attribué à tort à la libéralisation commerciale et à un Etat minimal.

Les limites de cette approche ont été exposées à maintes reprises. Du point de vue théorique, les nombreux cas de défaillance ou d'échec du marché (market failures) n'ont pas été pris en compte. En plus, la théorie économique a commencé à reconnaître l'efficacité de la protection (la politique commerciale stratégique de Krugman, Brander et Spencer, etc.). Du point de vue empirique, il est devenu de plus en plus évident que les politiques industrielles et la protection du marché intérieur ont été à la base des réussites asiatiques [**BUSTELO, 1992; 1994b; 1994c**]. En Corée du Sud et à Taiwan, l'Etat est intervenu dans le système banquaire et l'allocation des crédits, la subvention aux exportations, le contrôle de l'investissement direct étranger, l'importation de technologie, les entreprises publiques, etc. [**BRASSEUL, 1993: 99-102**]; en outre, la

[1] Westphal a changé depuis lors d'avis. Il suffit de comparer ses articles des années 70 avec celui qu'il a publié en 1990 dans The Journal of Economic Perspectives.

stratégie d'industrialisation de la Corée du Sud et de Taïwan a reposé sur le recours systématique à la protection [voir **LUEDDE-NEURATH, 1986; WADE, 1990**], ce qui leur a permis (1) de soutenir les industries naissantes; (2) de préserver le développement initial des branches exportatrices; (3) de favoriser la compétititivité internationale de la production et (4) de diversifier le tissu industriel selon une stratégie de remontée des filières particulièrement efficace [voir sur ce point **JUDET, 1986; COURLET, 1990**].

3. **Le nouveau "consensus" sur le développement et <u>Le Miracle de l'Asie orientale</u>**

Un certain revirement des positions néoclassiques de la Banque Mondiale s'est produit à la fin des années 80. Deux raisons principales expliquent ce retournement [**BUSTELO, 1994d**]: (a) les mauvais résultats des politiques orthodoxes (d'<u>ajustement structurel</u>) menées dans la plupart des pays du Tiers Monde dans les années 80: la "décennie perdue" pour l'Amérique Latine et l'Afrique (tableau 1) et (b) les critiques reçues par la thèse traditionnelle néolibérale de la Banque Mondiale sur le succès des NPI asiatiques, particulièrement par des auteurs comme Alice Amsden, Robert Wade ou Ajit Singh [**AMSDEN, 1989; WADE, 1990; SINGH, 1992**] ou, en France, Pierre Judet, Jean-Raphaël Chaponnière ou Michel Vernières [**CHAPONNIERE et JUDET, 1992; VERNIERES, 1991**], qui ont bien montré que les Etats de la Corée du Sud et de Taïwan

> "ont non seulement protégé leur production nationale, mais n'ont pas hésité à manipuler les prix afin de favoriser les investissements dans les secteurs qu'ils

estimaient prioritaires et stratégiques" [**JUDET, 1992: 323**].

TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE ANNUELS MOYENS DU REVENU PAR HABITANT, 1970-80 et 1980-90

	1970-80	1980-90
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,1	-2,5
Afrique au sud du Sahara	0,9	-0,9
Amérique Latine	3,1	-0,5
Extrême-Orient	4,6	6,3
Asie du Sud	1,1	3,1
Moyenne du Tiers Monde	3,7	2,2
Moyenne des pays développés	2,4	2,4

Source: Banque Mondiale, Global Economic Prospects and the Developing Countries 1992, Washington DC, 1992, tableau 1, p. 2.

Le Rapport sur le développement dans le monde 1991 a été consacré à ce nouveau "consensus" sur le développement, fondé sur une "approche amicale au marché" (market-friendly approach). Selon cette "nouvelle" thèse de la Banque Mondiale, l'intervention de l'Etat est admissible uniquement si elle permet au marché de fonctionner, c'est à dire, si Etat et marché travaillent à l'unison: l'Etat devrait soutenir, et non supplanter, le fonctionnement du marché. L'Etat devrait agir avec le marché et non contre lui. Il est bien possible que cette thèse de la Banque Mondiale soit redevable aux études consacrées à certains pays d'Extrême-Orient (Japon, Corée, Taïwan) de Chalmers Johnson sur la planification qui "soutient" le marché (market-sustaining plannning) [**JOHNSON, 1987]**, de Wade sur la synérgie entre Etat et marché (selon laquelle l'Etat aurait "gouverné" le marché) [**WADE, 1990; 1992**] ou de Sharma sur l'intervention "promotrice" du marché (market-promoting intervention) [**SHARMA, 1993**].

En particulier, la nouvelle approche de la Banque Mondiale admet la nécessité de politiques étatiques délibérées pour (a) maintenir la stabilité macroéconomique; (b) créer un evironnement compétitif pour les entreprises; (c) effectuer des investissements en capital physique (infrastructures) et humain (santé et éducation) et (d) favoriser le développement institutionnel [**BANQUE MONDIALE, 1991; SUMMERS et THOMAS, 1993**].

Le rapport de la Banque Mondiale sur les "économies asiatiques de haut rendement" (le Japon, les quatre NPI - Corée du Sud, Taïwan, Hong-kong et Singapour -, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie) est paru fin 1993 [**BANQUE MONDIALE, 1993**][2]. C'est, paraît-il, le Japon qui a proposé et même financé en partie cette recherche, puisque la plupart des économistes japonais pensaient que les recettes de la Banque Mondiale étaient trop simplistes, que l'expérience japonaise méritait d'être étudiée avec plus de détail (car elle pourrai servir de modèle pour d'autres pays) et que la protection sélective et la politique industrielle stratégique pourraient être justifiées dans le Tiers Monde [**PROWSE, 1993**].

Dans cette étude, la Banque Mondiale reconnait pour la première fois que l'intervention de l'Etat a été importante

---

[2] En plus du texte intégral, les économistes de la Banque Mondiale ont publié plusieurs résumés: une version réduite du Rapport; **LEIPZIGER et THOMAS, 1993; WANG et THOMAS, 1993; PAGE, 1994** et les articles publiés dans le vol. 31, n° 1 (mars 1994) de Finances et Développement. Voir aussi **CHIENG, 1994**.

en Asie orientale, que cette intervention n'a pas nui à la croissance et que, bien au contraire, elle aurait produit une croissance plus élevée et égalitaire que celle à laquelle on aurait assisté en absence d'intervention [**BANQUE MONDIALE, 1993: 5-6**].

Cependant, et bien que ce soit une analyse différente de celle que la Banque Mondiale avait défendu dans le passé, cette intervention de l'Etat aurait été market friendly. La politique industrielle aurait été efficace simplement parce qu'elle aurait agi avec le marché [**SINGH, 1994**]. Il s'agirait donc d'une troisième voie entre la vision néoclassique conventionnelle (absence d'intervention) et la thèse "révisioniste" (selon laquelle l'Etat aurait intervenu pour dénaturer systématiquement les prix afin d'accélérer la croissance et le cathing-up technologique) [**BANQUE MONDIALE, 1993: 82-4**].

La nouvelle thèse de la Banque Mondiale doit être considerée avec précaution. Premièrement, elle n'a pas provoqué une rupture avec le paradigme néoclassique: ce n'est qu'un raffinnement artificiel ou une prolongation de l'orthodoxie, et elle n'a donc pas suscité le "consensus" prétendu. Ensuite, et surtout, elle n'a pas de fondement empirique au moins dans le cas des principaux NPI asiatiques (Corée du Sud et Taïwan) [**AMSDEN, 1994**]. Le rapport est principalement "un essai échoué de défendre l'approche néoclassique d'explication du succès des economies d'Asie de l'Est" [**KWON, 1994: 643**]; il poursuit tout simplement de "réaffirmer le système officiel de croyances de la Banque Mondiale" [**YANAGIHARA, 1994: 670**]. En outre, le rapport suggère l'existence d'un seul et unique modèle de développement en Asie de l'Est et du Sud-Est. Il est donc incapable de présenter nettement les grandes différences entre le Japon et les NPI et, surtout, entre les NPI et les candidats à la semi-industrialisation (Malaisie, Thaïlande, etc.) [**PERKINS, 1994**], qui ont des traits différents: ressources naturelles, plus abondantes dans les pays de l'ANSEA que dans les NPI; poids relatif de l'investissement direct étranger, plus important en Malaisie qu'en Corée (tableau 2), et le rôle de l'Etat, beaucoup moins interventionniste en Thaïlande [**GARIN, 1993**] qu'à Taïwan.

TABLEAU 2. POIDS RELATIF DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER (POURCENTAGE DE L'INVESTISSEMENT INTERIEUR BRUT), 1992

Japon	0,2		Malaisie	22,9
Corée du Sud	1,0 (1991)		Thaïlande	4,8
Taïwan	nd		Indonésie	4,1
Hong-kong	7,0		Philippines	1,9
Singapour	30,0			
Rappel: France		8,4	Brésil	2,1
Espagne		6,1	Mexique	6,9

Sources: Banque Mondiale, Global Economic Prospects and the Developing Countries 1994 et 1993, Washington DC, tableau 3 de l'annexe statistique.

En général, les NPI (les late-late comers de Hirschman) ont fondé leur industrialisation, non sur l'invention et l'innovation technologiques, comme les first joiners et les late comers de la première et deuxième révolutions industrielles, mais sur l'apprentissage, ce qui a rendu nécessaire une intervention plus poussée de l'Etat. Par exemple, dans les années soixante l'industrie textile coréenne était incapable, même avec le renfort de grandes dévaluations de la monnaie, d'être compétitive avec les produits japonais, simplement parce que la différence des salaires était moins importante que celle des productivités du travail. Cela avait été de même dans les années trente, lorsque le Japon avait réussi à concurrencer efficacement l'industrie textile du Lancashire, grâce, non à des bas salaires, mais à une meilleure productivité. De telle sorte que l'intervention de l'Etat - pour "créer" une industrie compétitive - a été plus importante dans les NPI que dans les late comers étudiés par Gerschenkron.

Dans les années 60 en Corée du Sud et à Taïwan, le méchanisme du marché était incapable de déclencher une industrialisation soutenue [**AMSDEN, 1992: 59**]. Le problème n'était pas simplement celui d'un disfonctionnement du marché (market failure), car l'impossibilité d'être compétitif malgré les bas salaires démontrait que le marché, même fonctionnant correctement, était incapable de stimuler l'industrialisation:

> "en réalité, les pays de l'industrialisation tardive [du XXème siècle] ont disposé de meilleures conditions de transfert de technologie et de plus grandes pressions à la baisse des salaires que les pays des révolutions industrielles antérieures. Cependant, il leur était extrèmement difficile de s'industrialiser, précisément parce que les marchés fonctionnaient bien et non mal" [**AMSDEN, 1992: 59**].

L'intervention de l'Etat en Corée du Sud et à Taïwan s'est fondée donc, non sur un activité passive de résolution des disfonctionnements du marché, mais sur une stratégie active de fixer "incorrectement" les prix (to get prices wrong), c'est à dire, sur une politique dirigée à "dénaturer délibérément les prix afin de stimuler l'investissement et le commerce extérieur" [**AMSDEN, 1992: 53**]. Ce fut en conséquence une stratégie qui, loin d'harmoniser avec le marché, s'est axée sur une intervention délibérée pour altérer les prix relatifs et modifier le méchanisme du marché. L'Etat n'a pas "gouverné" le marché, thèse de la Banque Mondiale [**1993**] et de Wade [**1990**], mais il l'a plutôt "dénaturé" ou "réprimé". En plus, cette répression a conduit à une croissance rapide et soutenue, à de profondes transformations structurelles et à une hausse considérable du niveau et de la qualité de vie de la population.

En somme, à différence de l'interprétation de la Banque Mondiale, l'expérience des NPI asiatiques suggère qu'il y a eu une dénaturalisation délibérée des prix et que cette distorsion a exercé des effets positifs [**LALL, 1994: 650**]. Quelques exemples, dans le cas de la Corée, sont les suivants: (a) des salaires fixés à un niveau plus bas encore que celui d'équilibre ou de marché, pour cause de la répression politique et syndicale et de l'exclusion du mouvement ouvrier; (b) des taux d'interêt manipulés de sorte que certains secteurs ont disposé de crédits préférentiels; (c) des prix de vente sur le marché interne particulièrement hauts, grâce à la protection de l'industrie nationale, ce qui a permis aux entreprises d'obtenir des bénefices extraordinaires sur le marché intérieur et (d) des prix d'exportation bas, suite à cette discrimination des prix et à l'existence d'un système particulièrement efficace de stimulation des exportations.

Toutes ces subventions étaient bien sûr non permanentes, c'est à dire allouées en échange d'un accomplissement rigoureux de certains objectifs de performance (d'efficacité, d'exportation, de production, etc.) fixés par le gouvernement, ce qui est naturellement "une condition nécessaire pour que les prix incorrects débouchent sur un développement industriel réussi" [**AMSDEN, 1992: 70**].

En somme, la stratégie favorable au marché n'a pas de fondement empirique dans le cas des NPI asiatiques, du moins en ce qui concerne l'existence d'un environnement fondé sur le fonctionnement libre du marché et donc celle d'une intervention étatique respectueuse par rapport à ce dernier. Bien sûr, les autres aspects de l'interprétation de la Banque Mondiale se sont réalisés: les grands investissements en capital humain et physique, la stabilité macroéconomique[3] et le développement des institutions.

4. **Conclusions**

L'étude de la Banque Mondiale sur l'Asie orientale a essayé vainement de défendre une approche néoclassique "moderée". Cette approche favorable au marché n'a pas supposé une rupture de paradigme par rapport à l'orthodoxie traditionnelle. En outre, elle n'a pas de fondement empirique dans le cas des NPI asiatiques.

Confrontée à l'expérience de ces derniers, la Banque Mondiale, comme King Kong face à Godzilla [**RODRIK, 1994**], emérge sanglante et bafouée mais aussi comme un vainqueur auto-déclaré. Cependant, la revanche de Godzilla est

[3] Cependant, il est douteux que l'ajustement de l'economie coréenne ou taïwannaise aux chocs éxogènes des années 70 et 80 ait été fait en s'appuyant sur des "gouvernments qui ont appliqué rapidement des solutions orthodoxes, en réduisant le déficit budgétaire et, lorsque ce fut le cas, en dévaluant la monnaie" [**BANQUE MONDIALE, 1993: 106**]. De nombreux spécialistes, y inclus des economistes de la Banque Mondiale, ont montré que l'ajustement en Corée à été tout à fait héterodoxe [**LANZAROTTI, 1992; CORBO et SUH, eds., 1992; BUSTELO, 1992**].

assurée. Dans les NPI l'Etat est intervenu, non pour assurer le fonctionnement sans entraves du marché, mais pour dénaturer ou manipuler délibérement les prix. Cette intervention non favorable au marché explique en grande partie leur succès.

Aprés le romantisme du marché des années 80, dont les conséquences ont été catastrophiques pour de nombreux pays du Sud et de l'Est, il est temps de réhabiliter, sous l'inspiration des expériences asiatiques, le "rôle de l'Etat développeur" [**JUDET, 1992**] et de reconnaître le "retour de l'Etat" [**BAUBY, 1991**], aussi dans les pays développés.

Bien entendu, les recherches sur les relations Etat-marché (une des questions les plus importantes posées par l'économie du développement) doivent se poursuivre. L'étude de la Banque Mondiale sur l'Asie orientale n'est assurèmment pas le dernier mot sur cette question. Bien au contraire, ce rapport n'est qu'une simple borne, malheuresement mal placée.

BIBLIOGRAPHIE

AMSDEN, A. H. (1989), Asia's Next Giant. South Korea and Late Industrialization, Oxford University Press, New York.

AMSDEN, A. H. (1992), "A Theory of Government Intervention in Late Industrialization", dans L. PUTTERMAN et D. RUESCHEMEYER (eds.), States and Markets in Development. Synergy or Rivalry?, Lynne Rienner, Boulder, Colo., pp. 53-84.

AMSDEN, A. H. (1994), "Why Isn't the Whole World Experimenting with the East Asian Model to Develop? Review of The East Asian Miracle", World Development, vol. 22, n° 4, avril, pp. 627-34.

BANQUE MONDIALE (1991), Rapport sur le développement dans le monde 1991, Washington DC.

BANQUE MONDIALE (1993), The East Asian Miracle. Economic Growth and Public Policy, Oxford University Press, New York.

BAUBY, P. (1991), L'Etat-stratège. Le retour de l'Etat, Les Editions Ouvrières, Paris.

BRASSEUL, J. (1993), Les nouveaux pays industrialisés et l'industrialisation du Tiers Monde, Armand Colin, Paris.

BUSTELO, P. (1992), "Les politiques industrielles en Corée du Sud et à Taïwan: leçons pour l'Amérique Latine", Document de Travail, n° 9230, Faculté d'Economie, Université Complutense de Madrid, octobre, 20 pages [aussi Cahiers du CEDIMES, n° 9, février 93 et Actes du colloque du CEDIMES, 1994].

BUSTELO, P. (1994a), "Neoliberalismo y nuevos países industriales", Información Comercial Española (Madrid), n° 727, mars, pp. 77-93.

BUSTELO, P. (1994b), La industrialización en América Latina y Asia oriental. Un estudio comparado de Brasil y Taiwán, Editorial Complutense, Madrid.

BUSTELO, P. (1994c), "Industrial Policy in Post-Socialist Transitions: Some Lessons from the East Asian NICs", European Journal of Development Research, vol. 6, n° 1, juin, pp. 108-23.

BUSTELO, P. (1994d), "El Banco Mundial y el desarrollo económico: un análisis crítico", dans J. de la Iglesia (comp.), Cincuenta años después de Bretton Woods, Editorial Síntesis, Madrid.

CHAPONNIERE, J.-R. et P. JUDET (1992), "Gouverner le marché. Classiques, néo-libéraux et réferences asiatiques", Journées AFSE, Economie du Développement, Clermont Ferrand, mai, 15 pages.

CHIENG, A. (1994), "Le miracle de l'Asie Orientale", Analyses de la SEDEIS, n° 98, mars, pp. 29-34.

CORBO, V. et S.-M. SUH (eds.) (1992), Structural Adjustment in a Newly Industrializing Country. The Korean Experience, The Johns Hopkins University Press for the World Bank, Baltimore, Ma..

COURLET, C. (1990), Les industrialisations du Tiers Monde, Syros/Alternatives, Paris.

GARIN, M. (1993), "Gestion du marché: les apports de l'expérience thaïlandaise", Asies Recherches, n° 10, pp. 51-4.

JOHNSON, C. (1987), "Political Institutions and Economic Performance: the Government-Business Relationship in Japan, South Korea and Taiwan", dans F. C. DEYO (ed.), The Political Economy of the New Asian Industrialism, Cornell University Press, Ithaca, New York, pp. 136-64.

JUDET, P. (1986), Les nouveaux pays industriels, Economie et Humanisme/Editions Ouvrières, 2ème ed., Paris.

JUDET, P. (1992), "Le maître des dragons. Rôle de l'Etat, retour au marché: références asiatiques", Economie et Humanisme, n° 323, octobre-décembre, pp. 62-5.

KWON, J. (1994), "The East Asian Challenge to Neoclassical Orthodoxy", World Development, vol. 22. n° 4, avril, pp. 635-44.

LALL, S. (1994), "The East Asian Miracle: Does the Bell Toll for Industrial Strategy?", World Development, vol. 22, n° 4, avril, pp. 645-54.

LANZAROTTI, M. (1992), La Corée du Sud: une sortie du sous-développement, Presses Universitaires de France, Paris.

LEIPZIGER, D. M. et V. THOMAS (1993), The Lessons of East Asia. An Overview of Country Experience, The World Bank, Washington DC.

LUEDDE-NEURATH, R. (1986), Import Protection and Export-oriented Development. A Reassessment of the South Korean Case, Westview Press, Boulder, Colo..

PAGE, J. M. (1994), "The East Asian Miracle: An Introduction", World Development, vol. 22, n° 2, avril, pp. 615-26.

PERKINS, D. H. (1994), "There Are At Least Three Models of East Asian Development", World Development, vol. 22, n° 4, avril, pp. 655-62.

PROWSE, M. (1993), "Miracles Beyond the Free Market", Financial Times, 26 avril, p. 15.

RODRIK, D. (1994), "King Kong Meets Godzilla: The World Bank and The East Asian Miracle", CEPR Discussion Papers, n° 944, avril, 51 pages.

SHARMA, S. D. (1993), "Markets and States in Development. India's Reformers and the East Asian Experience", Asian Survey, vol. 33, n° 9, septembre, pp. 894-904.

SINGH, A. (1992), "Industrial Policy in the Third World in the 1990s", dans K. COWLING et R. SUGDEN (eds.), Current Issues in Industrial Ecomomic Strategy, Manchester University Press, Manchester, pp. 123-42.

SINGH, A. (1994), "The East Asian Miracle: Where Do We Stand in 1994?", Conférence Banque Mondiale/UNCTAD/CEPAL, El Escorial (Madrid), 11-13 juillet, 45 pages.

SUMMERS, L. H. et V. THOMAS (1993), "Recent Lessons of Development", The World Bank Research Observer, vol. 8, n° 2, juillet, pp. 241-54.

TOYE, J. (1987), Dilemmas of Development. Reflections on the Counter Revolution in Development Theory and Practice, Blackwell, Oxford.

VERNIERES, M. (1991), Economie des tiers-mondes, Economica, Paris.

WADE, R. (1990), Governing the Market. Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization, Princeton University Press, Princeton, N.J..

WADE, R. (1992), "State and Market Revisited", The Economist, 4 avril, p. 77.

YANAGIHARA, T. (1994), "Anything New in the Miracle Report? Yes and No", World Development, vol. 22, n° 4, avril, pp. 663-70.

WANG, Y. et V. THOMAS (1993), "Market Supplanting Versus Market Fostering Interventions: China, East Asia amd Other Developing Countries", China Economic Review, vol. 4, n° 2, pp. 243-58.
